



## **UNE MARCHÉ POUR CÉLÉBRER L'OUVERTURE DU CUSM EN PPP !**

**Mais que faut-il célébrer au juste? La corruption? Le mépris des règles?**

La marche d'aujourd'hui ne devrait pas nous faire oublier qu'il n'y a aucune rigueur, aucune transparence et aucun sens de responsabilité envers les finances publiques dans le dossier des CHU en PPP.

Avant même la signature des contrats, le Vérificateur général du Québec dénonçait que les dés avaient été pipés pour favoriser le mode de construction en PPP.

Les libéraux ont été jusqu'à modifier les règles après la fermeture des appels d'offres pour permettre aux projets non conformes de soumissionner. Au CUSM, une firme qui était non conforme (le fameux stationnement « sous-terrain ») a obtenu le contrat. La commission Charbonneau a aussi établi que cette firme avait pu copier les plans de son unique concurrent.

L'épouse de l'ex-directeur général du CUSM, Arthur Porter, a plaidé coupable à des accusations criminelles en lien avec les 22,5 millions de dollars qui auraient été versés en pots de vin pour obtenir ce contrat.

Tout ça devrait pousser le gouvernement, qui ne cesse de se réclamer de la « rigueur » et de la « transparence », à tout mettre en œuvre pour déclencher une enquête publique et pour faire résilier ces contrats.

Le gouvernement Couillard ne fait rien de cela. Au contraire, il préfère couper dans la santé, l'éducation, les garderies et tout le reste, mais il ne touche pas à ces contrats obtenus de façon plus que douteuse. Et les contrats PPP sont en train de nous ruiner collectivement.

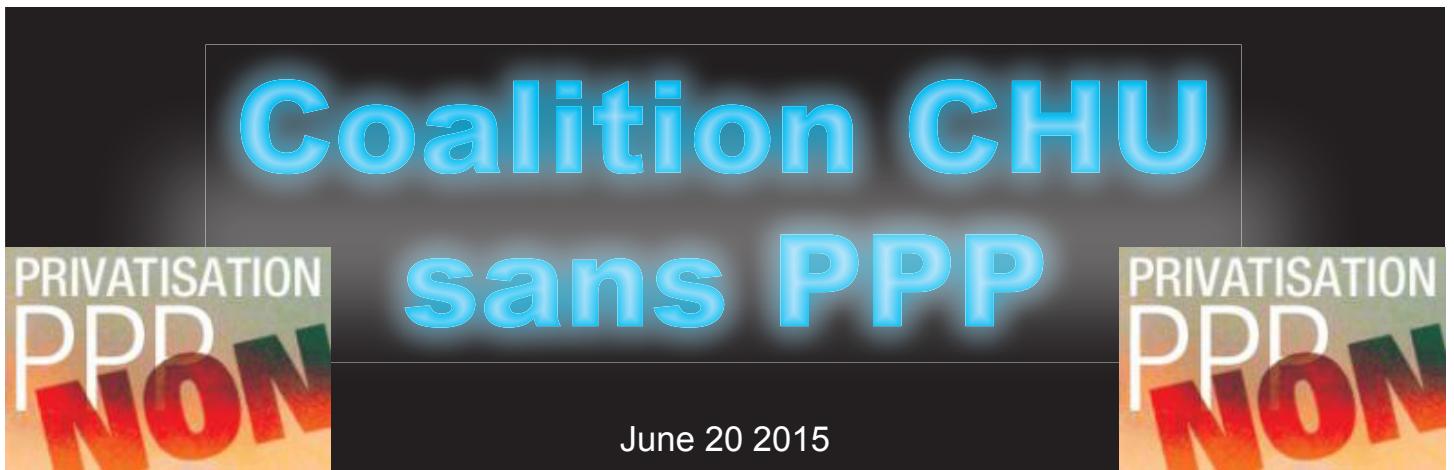
Pendant ce temps, le Bureau de l'Inspecteur général de Montréal nous montre la voie. Constatant des « irrégularités » dans l'octroi de quatre contrats totalisant 7,7 millions \$, l'Inspecteur réclame « l'annulation de quatre contrats », car cela est prévu au Code civil.

Comment se fait-il que ce gouvernement ne fait rien pour faire résilier des contrats de plusieurs milliards qui sont entachés « d'irrégularités » et sur lesquels planent de forts soupçons de collusion et de corruption?

L'ambiance n'est pas à la fête. Trop de questions sont sans réponses. Pour l'avenir de nos finances publiques et pour des services publics de qualité, mettons un terme aux CHU en PPP!

***Nous pourrions collectivement sauver des centaines de millions en sortant immédiatement des PPP. Il faut résilier les contrats sans tarder, tel que le démontre une étude de l'IRIS (<http://iris-recherche.qc.ca/publications/chu-ppp>)***

***Suivez-nous sur Facebook : <https://www.facebook.com/coalitionchusansppp>***



## **A MARCH TO CELEBRATE THE OPENING OF THE MUHC AS A P3!**

**But what precisely are we supposed to be celebrating? Disregard for the rules?**

Today's march shouldn't make us forget that there is no rigour, no transparency and no sense of responsibility for public finances when it comes to the CHUs built as P3s.

Even before the contracts were signed, Québec's Auditor General denounced the fact that the dice had been loaded to favour building the CHUs as P3s (public-private partnerships).

The Liberals went so far as to change the rules after the call for tenders closed to allow non-compliant projects to bid. At the MUHC, a non-compliant firm (the infamous "underground" parking facility) obtained the contract. The Charbonneau Commission also established that this firm had been able to copy and use the plans for the facility prepared by its sole competitor.

The spouse of Arthur Porter, the MUHC's former executive director, pleaded guilty to criminal charges related to \$22.5 million paid in bribes to obtain this contract.

All this should cause a government that steadily proclaims its commitment to "rigour" and "transparency" to do everything it can to start a public inquiry and cancel the contracts.

But the Couillard government's not doing this at all. On the contrary, it prefers to make cutbacks in health care, education, child care and everything else, but spares these contracts obtained by very dubious means. And the P3 contracts are ruining us collectively.

Meanwhile, the Office of the Inspector General of Montreal is showing the way. Observing "irregularities" in the awarding of 4 contracts worth a total of \$7.7 million, the Inspector is calling for "the cancellation of the four contracts", as allowed under the Civil Code.

Why is this government doing nothing to cancel multi-billion dollar contracts tainted with "irregularities" and marred by strong suspicions of collusion and corruption?

It's no time for celebrating. There are too many unanswered questions. For the future of our public finances and for quality public services, put an end to P3 CHUs!

We could collectively save hundreds of millions of dollars by getting rid of the P3s immediately. The contracts should be cancelled as soon as possible, as an IRIS study shows (<http://iris-recherche.qc.ca/publications/chu-ppp>).

**Follow us on Facebook: <https://www.facebook.com/coalitionchusansppp>**